Gandrange : la gauche réagit vivement

Aurélie Filippetti, députée PS de Moselle, a accusé hier Nicolas Sarkozy d'être le «digne héritier de super menteur» dans le dossier de Gandrange et a qualifié le plan d'ArcelorMittal d'«entourloupe», appelant l'Europe à refuser ce «diktat».

Selon elle, «les décisions annoncées par ArcelorMittal étaient déjà prises depuis longtemps et «aucune mesure n'a été formulée en direction des intérimaires et sous-traitants».

Après avoir confirmé la suppression de 575 postes à Gandrange, ArcelorMittal a annoncé lundi la création d'une centaine d'emplois sur ce site et le principe du maintien en activité, après 2012, de son haut fourneau de Florange.

De son côté, Ségolène Royal a estimé hier que la France mérite mieux que «la désinvolture des promesses», soulignant que «malgré les promesses» de Nicolas Sarkozy, 575 emplois seront bien supprimés sur le site.

La CGT, qui tient à la sauvegarde totale du site, va demander en référé au tribunal de grande instance de Thionville de prononcer la suspension du plan de réorganisation de l'aciérie ArcelorMittal de Gandrange pour vice de procédure.

«La direction a négligé de consulter les quatre comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'entreprise sur l'impact de son plan sur les conditions de travail», a expliqué M^e Ralph Blindauer, l'avocat du syndicat.

Cette assignation de la CGT «vise à gagner du temps pour permettre aux syndicats de mobiliser de nouveau», a commenté une source proche du dossier.